

dans son influence et dans son territoire, humiliée par une guerre désastreuse, une France qui se relève avec une rapidité prodigieuse, il est vrai, mais qui ne pourra avant quelques années, saluer avec orgueil la pleine récupération de ses forces et reprendre dans le monde son rôle prépondérant et civilisateur.

D'ailleurs, la France, dans l'arène sanglante où elle tombait meurtrie sous les coups de l'Allemagne, a entendu, malgré le fracas de sa chute, l'expression de joie farouche du peuple anglais, applaudissant à l'écrasement de son alliée de la Crimée. La France, si elle sait comprendre ses véritables intérêts, si elle est gouvernée par des hommes patriotiques et prudents, doit laisser venir l'orage avant de se jeter dans la mêlée. Combattant de la dernière heure, elle ne devra jeter son épée dans la balance qu'avec la certitude d'entraîner la victoire avec elle. Elle s'est assez longtemps sacrifiée en Europe, assez longtemps elle a versé son sang pour les faibles; elle doit songer aujourd'hui à calmer d'abord ses orages intérieurs, et, lorsqu'elle aura recouvré la plénitude de ses forces, alors elle se souviendra de son rôle et des sympathies qu'elle aura trouvées dans ses jours de deuil national.

En attendant, l'Angleterre s'aperçoit trop tard qu'elle a commis une faute en laissant écraser la France, car du jour que notre ancienne mère-patrie a perdu son prestige et ses armées, le traité de Paris a été déchiré, et la Russie s'est rapprochée de Constantinople. Il est vrai que le cabinet anglais a salué avec joie la nouvelle de l'alliance austro-allemande, mais cette alliance ne profiterait à l'Angleterre que si la Russie ouvrait les hostilités près des rives du Bosphore. Or, la politique russe déjoue la politique européenne, et déplace du coup le théâtre de l'action. Elle sait qu'attaquer la Turquie c'est s'attaquer à l'Angleterre, appuyée par l'Allemagne et l'Autriche, aussi, elle va rencontrer son antagoniste près des rives de l'Indus, dans les vastes plaines de l'Asie centrale. Là, elle aura l'Angleterre seule à combattre. La victoire, favorisant ses drapeaux, elle acquerra un prestige immense parmi les populations asiatiques, et tournera ses armes victorieuses contre la Turquie.

Dans l'éventualité prochaine d'une telle guerre, en face de l'alliance austro-allemande et de l'attitude égoïste de l'Angleterre, quelle conduite doit tenir la France, quelle alliance doit-elle rechercher? Cette question, très-débatue, fera le sujet d'un second article.

M.-J.-A. POISSON.

ÇA ET LÀ

Un correspondant du *Star* de Montréal exprime l'opinion qu'il est dangereux de donner au gouvernement fédéral la propriété et l'administration des chemins de fer, du chemin de fer du Nord en particulier. Il dit que c'est dangereux surtout pour l'indépendance des provinces.

On dit que le gouvernement actuel se propose de réorganiser l'administration de la justice et de faire surtout à Montréal des réformes devenues indispensables. Pourquoi tant de juges pour faire si peu de chose à la campagne, pendant qu'on en manque à Montréal où il y a tant à faire? M. le procureur-général Loranger a une belle tâche à remplir; nous espérons qu'il l'entreprendra.

Un journal américain dit que les célèbres journalistes Bennett, Greely, Raymond et Dana, avaient pour épouses des femmes d'un esprit distingué et d'un talent d'écrivain remarquable. Bennett fonda le *Herald*, Greely la *Tribune*, Raymond le *Times* et Dana le *Sun*. On prétend qu'ils doivent à leurs femmes quelques-unes de leurs meilleures inspirations.

M. Peter Cooper, le philanthrope de New-York, vient de faire un nouveau don

de \$30,000, pour l'établissement d'une école polytechnique destinée spécialement à l'enseignement pratique de la mécanique.

Quand auront nous des citoyens assez riches et assez généreux pour encourager par de pareils dons l'enseignement pratique dans ce pays?

Les Mormons, depuis la mort de Brigham Young, se sont divisés. La fraction qui porte le nom "d'Eglise réformée des Saints des derniers jours," prétend revenir aux doctrines du fondateur du Mormonisme, Joseph Smith, et accuse Brigham Young et sa secte d'avoir dénaturé cette religion et de l'avoir corrompue par des enseignements et des pratiques condamnables. Les vrais saints des derniers jours acceptent plusieurs des principales croyances du christianisme, et repoussent la polygamie. Ils sont un peu moins fous que les autres Saints.

On dit que le fameux "Blondin," qui marche à reculons et les yeux bandés sur une corde placée à deux ou trois cents pieds au-dessus des rivières ou des précipices, est accompagné partout par un Américain excentrique, qui a parié \$50,000 que l'acrobate sans pareil finirait par se casser le cou. Cela rappelle l'Anglais qui suivait de ville en ville Van-Amburgh et sa ménagerie, dans l'espoir de voir dévorer l'audacieux dompteur. On dit qu'un jour où il n'avait pu assister à une représentation pour cause de maladie, il voulut se brûler la cervelle en apprenant qu'un des hommes de la ménagerie avait reçu de son tigre un coup de griffe.

La *Patrie* reproduit notre article sur la nécessité de l'économie, et approuve d'une manière bienveillante les opinions que nous y avons exprimées. Nous approuvons à notre tour ce que notre confrère dit, excepté ce qui a rapport à la protection. Nous sommes de ceux qui ont cru que la protection aurait pour effet de développer l'industrie dans ce pays, qui l'avons demandée aux conservateurs comme aux libéraux, et qui croyons encore que c'était une phase nécessaire par laquelle il fallait passer, une étape vers un ordre de choses plus parfait. La protection renferme le germe de notre émancipation commerciale, industrielle et politique, car elle ne fera que rendre plus claire la nécessité d'avoir des marchés et le droit de faire avec les autres nations des traités de commerce.

Nous voyons, avec plaisir, la *Minerve* engager le gouvernement local à favoriser l'enseignement pratique dont nous avons absolument besoin pour développer les ressources matérielles de notre pays. Elle a raison d'espérer que tous les hommes de bonne volonté approuveront les mesures que le gouvernement jugera à propos de prendre et sanctionneront les dépenses qu'il devra faire pour accomplir cet objet patriotique.

Nous nous enrichissons moins à retrancher et à économiser qu'à nous endetter pour créer des sources fécondes de prospérité. Faire de l'économie et du retranchement sur les choses nécessaires, au détriment de notre avenir, est une absurdité. Rien n'empêche qu'on allie une sage économie avec un emploi judicieux des fonds publics, qu'on retranche toutes les dépenses et les emplois inutiles afin d'avoir plus d'argent à consacrer à la colonisation, à l'enseignement pratique et au développement de nos ressources minières et industrielles.

Ainsi que nous l'avons déjà dit: le gouvernement qui refuserait de faire ce qui est absolument indispensable à l'existence et à la prospérité d'un pays, pour économiser, serait aussi ridicule que le cultivateur qui, dans le même but, refuserait d'ensemencer et d'engraisser sa terre épuisée. Faisons tout ce qu'il faut pour garder notre population qui s'en va, pour faire revenir même, si c'est possible, celle

qui est partie, et nous trouverons bien ensuite les moyens de payer les dettes que nous aurons contractées.

M. Fabre écrit de Paris dans l'*Evénement* des correspondances habiles en faveur du ministère Chapleau. Il fait le procès du gouvernement Joly et du parti libéral en général, et fait preuve de la finesse d'observation qui le caractérise. Parmi bien des choses qu'un libéral ne peut admettre, il en est d'autres qui sont pleines de vérité. Il s'applique surtout à démontrer qu'en général les libéraux manquent de discernement et savent beaucoup mieux trouver de l'argent pour gagner une élection que les moyens d'exercer une action durable sur le peuple. C'est vrai, le parti libéral est bon pour l'assaut, pour le coup de main, mais il ne sait conserver ni les hommes ni les journaux qui le rendraient populaire et perd dans quelques mois le terrain conquis en quelques jours. Les libéraux oublient trop, que lorsqu'ils arrivent au pouvoir, c'est grâce à des circonstances exceptionnelles, à l'adhésion soudaine et temporaire d'un certain nombre de conservateurs modérés qu'il est difficile de garder.

Nous espérons que dans l'intérêt du pays il surgira bientôt des questions d'importance majeure et vitales qui uniront les hommes politiques ou les diviseront d'une manière plus sage et plus juste. En attendant, on devrait, sans distinctions de partis, demander et favoriser toutes les réformes dont on a tant besoin.

Le *Métis* de Manitoba constate, avec regret, que sur vingt-quatre députés, nos compatriotes n'ont dans la Chambre locale que quatre ou cinq représentants, ce qui ne leur donne droit qu'à un portefeuille sur cinq. Il cite comme preuve des dangers qui menacent l'élément français au Manitoba, le fait alarmant que la majorité vient d'abolir l'usage de traduire en français les documents publics.

Le lieutenant-gouverneur Cauchon a, comme on sait, réservé le bill passé à cet effet, pour la sanction du Gouverneur-Général en conseil à Ottawa. Il a fait naturellement ce que les lieutenants-gouverneurs devront faire à l'avenir pour ne pas se créer de difficultés avec le gouvernement fédéral.

Mais quelle que soit la décision prise par le gouvernement fédéral, il n'en est pas moins certain que l'élément français à la Rivière-Rouge est destiné à être noyé par les flots de population anglaise qui envahissent cette immense contrée. Le sort en est jeté; ce qui arrive était facile à prévoir, qu'il est naturel de supposer que dans vingt ans nous compterons nous-mêmes pour peu de chose dans la direction des affaires publiques à Ottawa. Quand il y aura dans le Nord-Ouest des millions d'habitants et que le Haut-Canada aura doublé sa population, que l'élément anglais sera représenté dans le parlement fédéral par deux cent-cinquante à trois cents membres, quelle influence auront nos soixante-cinq députés? Mieux vaut regarder l'avenir en face et s'y préparer que de fermer les yeux pour ne rien voir et de vivre dans l'insouciance.

Notre collaborateur, M. Gélinas, exprime l'opinion que les ouvriers des villes ne sont pas aptes à la colonisation, et il croit, par conséquent, que la Société de Colonisation de Montréal perd son temps et ses peines. On ne sait pas évidemment que depuis deux ans des centaines d'ouvriers ont quitté les villes pour s'établir sur des terres nouvelles et qu'ils ont parfaitement réussi en général. On oublie qu'un grand nombre de ceux qui souffrent maintenant dans les villes ont été élevés à la campagne et ont même cultivé la terre avant d'habiter les villes.

On ne songe pas que pour commencer, abattre les arbres dans la forêt, construire des maisons et des granges, l'ouvrier habitué à manier la hache se tirera mieux d'affaire que le cultivateur lui-même. Quant à la culture, les premiers travaux

ne demandent pas de grandes connaissances et le défrichement en commun sera d'un grand avantage aux colons expérimentés.

De plus, n'est-il pas cruel de dire à tous ces pauvres gens qui demandent qu'on leur donne les moyens de quitter les villes, où il n'y a plus d'avenir pour eux, pour se livrer aux rudes et féconds travaux du défrichement?—"Non, nous ne vous aiderons pas, car vous n'avez pas ce qu'il faut pour faire de bons colons."

Qu'on leur aide au moyen de l'industrie, dit M. Gélinas. D'abord, notre aimable collaborateur paraît ignorer que les gens qui ont le plus de misère en ce moment à Montréal, sont les charpentiers, les menuisiers, les peintres, les maçons et les tailleurs de pierre qui ne manquaient pas d'ouvrage quand Montréal construisait des milliers de maisons par année, et qui maintenant n'ont plus rien à faire, rien du tout.

Et puis, qui va construire des manufactures dans le seul but de donner du travail au peuple? Obtiendrait-on plus facilement de l'argent pour cela que pour la colonisation?

Sans doute, c'est sur le fils du cultivateur qu'il faut compter surtout pour le défrichement de notre pays, mais cela n'empêche pas qu'on puisse et qu'on doit transformer en défricheurs, dans un moment de crise, tous ces infortunés qui battent le pavé de nos rues et n'ont d'autre ressource pour vivre que la mendicité. Il s'agit simplement d'une mesure temporaire, d'une organisation destinée à décharger les villes d'un surplus de population qu'elles ne peuvent plus supporter. Ne vaut-il pas mieux envoyer ces pauvres ouvriers sur nos terres que de les laisser mendier leur pain dans nos rues ou partir, le cœur serré, pour les Etats-Unis? C'est là toute la question.

L.-O. DAVID.

LA PROCHAINE SESSION

On commence à s'occuper déjà de la session du parlement fédéral, qui s'ouvrira probablement à l'époque ordinaire, au commencement de février. On fait des conjectures sur le programme des débats. Il sera question, pour la troisième fois, de l'affaire Letellier. La loi de faillite ne manquera pas non plus de revenir sur le tapis, selon son habitude. On croit aussi que le gouvernement soumettra une nouvelle législation financière et commerciale, et que le tarif subira des modifications. C'est le programme esquissé par le *Canada*, l'excellent journal de M. Tassé, et l'organe du gouvernement à Ottawa.

Le cabinet est tenu de communiquer aux Chambres les documents relatifs à la destitution de M. Letellier. C'est une formalité requise par la constitution, qui passera sans créer beaucoup d'émotion.

L'intérêt se concentrera sur la partie financière et commerciale; la loi de faillite, la refonte de notre système de banques, d'assurances, etc., et le tarif qui sera probablement remanié. Il y aura là ample matière à discussions, et la Chambre pourra s'en donner à l'aise. Ce sera ainsi une session d'affaires plutôt qu'une session politique, et c'est pour le mieux sans doute.

La physionomie comme le caractère de la Chambre ne seront guère changés. Il y a eu quelques élections partielles, du côté ministériel, qui toutes ont été gagnées par le gouvernement. Les conservateurs sont, sous ce rapport, plus chanceux que les libéraux, qui perdaient avec une monotonie désolante toutes leurs élections partielles pendant les cinq années du dernier parlement. Du côté de l'opposition, il y a eu une élection, celle de Durham-Est, où M. Burke, le député élu en 1878, s'est retiré pour faire place à M. Blake, devant qui les conservateurs se sont inclinés, et qu'ils ont laissé réélire par acclamation.

A. GÉLINAS.

AVIS

Les abonnés de *L'Opinion Publique* qui désiraient faire relier leurs volumes d'une manière élégante et solide, et à bon marché, feront bien de s'adresser au bureau de ce journal, 5 et 7, rue Bleury.